

**NOUVEAUX ACCORDS**

*Expérimenter le futur des contrats de ville*

# LA POLITIQUE DE LA VILLE À L'ÉCOUTE DES ÉMEUTES

Synthèse de l'atelier dé-contracté n°4

Le 19/09/23 - 70 participant.e.s

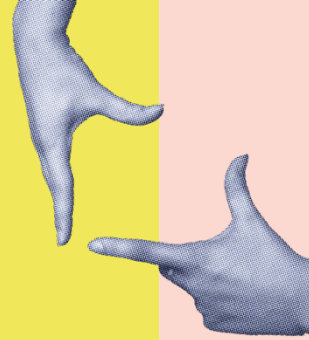
Animé par Manon Loisel et Nicolas Rio de *Partie Prenante*

# ENTENDRE LES EMEUTES

Deux mois après les quelques nuits d'émeutes qui ont secoué les quartiers populaires, la tentation est grande de faire comme s'il ne s'était rien passé. C'est un peu comme avec les méga-feux : les pouvoirs publics mettent en place une cellule de crise pour éteindre l'incendie, puis passent à autre chose en essayant d'en faire disparaître les traces au plus vite.

A l'heure où chaque territoire s'apprête à élaborer son contrat de ville, ce serait pourtant utile "d'entendre les émeutes" comme nous le disait une cheffe de projet DSU. Que nous disent-elles de la politique de la ville ? Et que peut-elle en faire ? C'est à cet exercice de prise de recul collective que s'est consacré le quatrième atelier #décontracté.

L'atelier a eu lieu le 19 septembre 2023 en visio, avec une soixantaine de professionnels du développement social et urbain et quelques délégués du préfet. Nous l'avons complété par plusieurs entretiens avec des acteurs de la politique de la ville. Le présent document vise à synthétiser les échanges (partie 1) et à esquisser quelques enseignements pour les prochains contrats de ville (partie 2).



# **Retours terrain CE QUE LES EMEUTES METTENT EN LUMIÈRE**



Les émeutes sont un révélateur de la situation des quartiers comme de l'état de la politique de la ville. S'il est encore trop tôt pour en décrypter les tenants et les aboutissants, les émeutes sont un bon thermomètre pour prendre la température sur le terrain.

Les six enseignements présentés ci-dessous ne sont pas exhaustifs. Ils sont à l'image des préoccupations exprimées par les professionnels de la politique de la ville que nous avons interrogé.

# EN PRÉAMBULE, LE CONSTAT D'UNE SITUATION CONTRASTÉE

Les nuits d'émeutes ont secoué plus de 500 communes, mais elles n'ont **pas eu la même intensité selon les territoires.**

« *Ca a été très violent. Les équipements publics ont été attaqués au cocktail molotov : on n'avait jamais vu ça !* » Strasbourg

« *Chez nous, il ne s'est rien passé alors que ça s'allumait tout autour. Difficile de savoir pourquoi : est-ce qu'on a eu de la chance ? Est-ce le fruit d'une régulation informelle des asso de terrain ?* » Vaucluse

« *On a connu des émeutes similaires en 2018 après la mort d'Aboubakar Fofana. On y était sans doute mieux préparé qu'ailleurs.* » Nantes

« *Du jamais vu ! La cuisine centrale et le centre social brûlés. On a du reloger certaines personnes suite aux incendies.* » Nemours

1. Les émeutes dans votre territoire... (Choix unique) \*

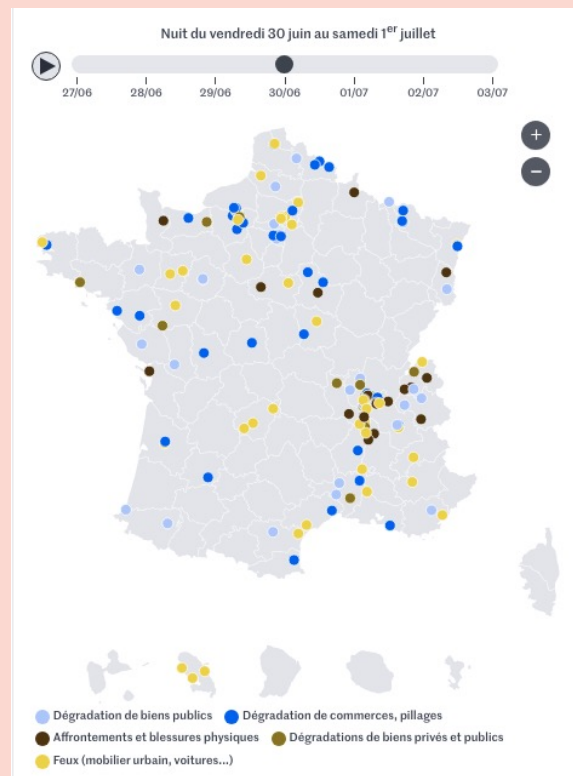
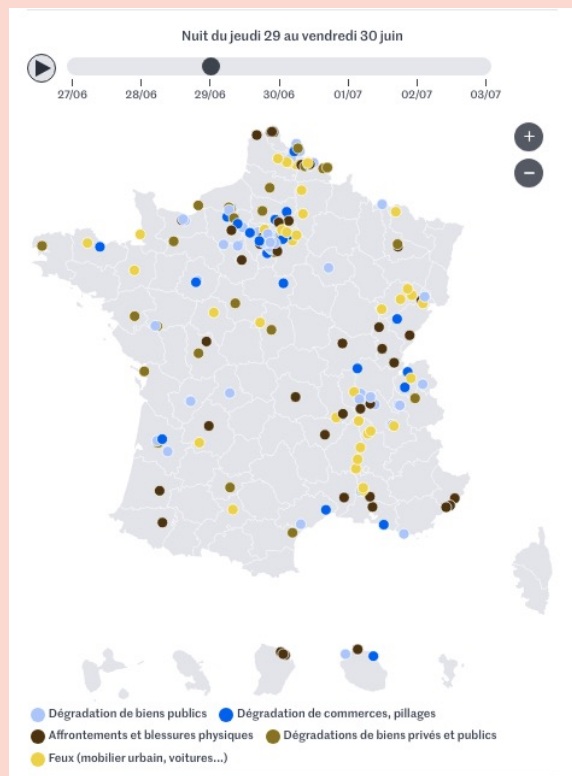
39/39 (100%) répondu

C'était d'une ampleur inégalée (15/39) 38%

On a vu pire (19/39) 49%

Il ne s'est pas passé grand chose (5/39) 13%

# EN PRÉAMBULE, LE CONSTAT D'UNE SITUATION CONTRASTÉE



**Un besoin de comprendre :** « *pourquoi ça s'est enflammé ici et pas là ? On a besoin de faire l'autopsie des émeutes* »

# 1/ DES ÉMEUTES QUI DÉPASSENT LE PÉRIMÈTRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

## Une révolte qui **s'étend aux centres-villes**

« C'est la mairie et le théâtre qui ont été visés, alors qu'avant les échauffourées se déroulaient à l'intérieur des quartiers. » Cachan

« Les jeunes émeutiers sont sortis des quartiers pour aller piller des magasins en centre-ville. La solution aux troubles est venue de la suspension du tramway » Strasbourg

## Une révolte alimentée par des **acteurs extérieurs aux quartiers**

« Au Mirail c'est le rassemblement en hommage à Nahel organisé par des militants d'extrême gauche qui a mis le feu au poudre. Ca nous a pris par surprise, le matin on était plutôt serein avec les infos remontées du terrain. » Toulouse

## Une **géographie encore difficile à interpréter**

« Il y a aussi eu des émeutes dans des villes qui n'ont pas de quartiers politique de la ville. Signe que ça ne limite pas à la géographie de la pauvreté urbaine. » ANCT

Le Monde



SOCIÉTÉ • MORT DE NAHEL M. À NANTERRE

## A Montargis, après le choc des émeutes, la volonté de rebondir

Par Marie-Béatrice Baudet (Montargis (Loiret), envoyée spéciale)

Publié le 03 juillet 2023 à 04h30, modifié le 03 juillet 2023 à 16h44

🕒 Lecture 4 min.

📄 Article réservé aux abonnés

📄 Offrir l'article



REPORTAGE | **La sous-préfecture du Loiret, 15 000 habitants dont beaucoup de retraités, s'empresse d'effacer les traces des violences urbaines qui l'ont frappée en plein cœur, durant la longue nuit du 29 au 30 juin.**

## 2/ DES ÉMEUTES INÉDITES PAR LEUR RAPIDITÉ... ET LEUR CAPACITÉ D'ORGANISATION

### Des attaques coordonnées et organisées

« Les jeunes, parfois âgés de 13-14 ans, recevaient les consignes des plus âgés qui faisaient des rondes en voiture. Pour attaquer le commissariat, ils sont allés leur chercher une voiture bélier. » Cachan

### Des pouvoirs publics pris de vitesse ?

« Tout a été très vite. Même les pompiers ont été débordés et ne pouvaient plus intervenir pour les départs de feu sur des équipements publics. »

« On avait une réunion de crise quotidienne avec la préfète déléguée à l'égalité des chances pour recenser les dégradations et les besoins d'appui. »  
Seine-Saint-Denis

### Une forte mobilisation sur le terrain

« Tous les agents étaient sur le pont. Avec les associations et les élus, on était présent devant les équipements pour raisonner les jeunes » La Courneuve

« Durant la gestion de crise, notre rôle consistait à s'occuper de tous les habitants du quartier impactés par l'incendie de la mairie de quartier ou de l'école. Eux aussi avaient besoin d'être accompagnés ! » Toulouse

Le Monde N. R.

SOCIÉTÉ · MORT DE NAHEL M. À NANTERRE

### Trois raisons pour lesquelles les émeutes de 2023 ont été plus violentes encore que celles de 2005

VIDÉO | Les violences qui ont suivi la mort de Nahel M. ont duré moins longtemps que les émeutes de 2005, mais ont fait beaucoup plus de dégâts. Le sociologue Fabien Truong y voit au moins trois éléments d'explication.

Propos recueillis par Constance Derouin et Elisa Bellanger (motion-design)  
Publié le 08 juillet 2023 à 07h00, modifié le 08 juillet 2023 à 07h00

[Ajouter à vos sélections](#)

Bâtiments publics dégradés :

<b>2005 : 233</b>	<b>2023 : 1105</b>
-------------------	--------------------

**Mais elles ont fait beaucoup plus de dégâts.**

# 3/ LES ÉMEUTES COMME EXPRESSION DE LA COLÈRE... PAS TOUJOURS FACILE À INTERPRÉTER

## Un révélateur du tabou sur le racisme

« La question du racisme n'est jamais abordée dans nos documents. C'est un immense tabou, au cœur des revendications et du ressenti des habitants. » Grenoble

« On ne mesure pas la violence que ces familles vivent au quotidien : c'est vrai avec la police, avec l'école ou sur la propreté urbaine » Strasbourg

## Une interrogation sur la signification des pillages

« Les magasins Apple et Lacoste ont été attaqués en centre-ville » Strasbourg / « Ici c'est le Aldi qui a été pillé. » Nemours

« Je n'irai pas jusqu'à parler d'émeutes de la faim, mais on ne peut pas détacher les pillages de la précarité alimentaire qui explose dans les quartiers. » Melun

## La diversité des colères

« On a subi la colère des émeutiers, mais on a aussi beaucoup entendu la colère des habitants des quartiers contre les dégradations d'équipements publics. » Oise

« Je ne me sens pas dépositaire de cette colère. Je partage le découragement ressenti par les acteurs dont les équipements ont été dégradés. » Toulouse

Le Mag • ÉMEUTES APRÈS LA MORT DE NAHEL M.

## A Amiens-Nord, la colère a toujours droit de cité

Par Ramses Kefi

Publié le 21 juillet 2023 à 06h00, modifié le 21 juillet 2023 à 23h18

Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

Offrir l'article

REPORTAGE | Après la mort de Nahel M., le 27 juin, la capitale picarde a vu ses quartiers nord s'embraser. Pourtant, ces derniers font l'objet d'un plan de rénovation urbaine et de dispositifs de sécurité renforcés, lancés il y a onze ans, au lendemain, déjà, d'affrontements entre jeunes et policiers.





# 4/ DES ÉMEUTES QUI LAISSENT DES TRACES ? ENTRE DÉNI ET EFFETS À RETARDEMENT

**La gestion des émeutes comme une catastrophe naturelle**, dont il faut effacer les stigmates au plus vite

« *La violence fait partie du quotidien de ces territoires, comme le trafic de drogue. Donc on gère en mode gestion de crise et ensuite on continue la vie comme avant* » Toulouse

**Le retour au *business as usual* de la politique de la ville**

« *On est vite passé à autre chose. Ca n'a pas tellement perturbé l'élaboration du contrat de ville* » Nantes

« *Quand on lit la circulaire sur les prochains contrats de ville, c'est comme si les émeutes n'avaient jamais eu lieu. Alors que c'était seulement un mois avant.* » Orly-Thiais

**L'impact durable des émeutes dans les quartiers**

« *On appréhende le moment où les dizaines de jeunes condamnés en comparution immédiate à plusieurs mois de prison vont revenir dans le quartier.* » Seine-Saint-Denis

**Le Monde**

POLITIQUE · ASSEMBLÉE NATIONALE

## Après les émeutes urbaines, le gouvernement veut aller vite pour reconstruire les bâtiments dégradés

Après le feu vert du Sénat, le projet de loi d'urgence a été adopté en commission à l'Assemblée nationale. Alors que la droite et l'extrême droite appellent à faire payer les casseurs, la gauche déplore l'absence de mesures pour lutter contre « les causes » des violences urbaines.

Par Mariama Darame et Jérémie Lamothe  
Publié le 19 juillet 2023 à 17h32, modifié le 20 juillet 2023 à 12h45 · Lecture 4 min.

[Offrir l'article](#) [Partager](#)

Article réservé aux abonnés



## 5/ LA POLITIQUE DE LA VILLE, BOUC ÉMISSAIRE DES ÉMEUTES ?

« C'est très facile de taper sur la politique de la ville dès qu'il y a une émeute. C'est une politique dont les médias ne parlent que quand les quartiers s'embrasent. » Saint-Brieuc

« L'Etat ne met pas les moyens suffisants pour lutter contre la violence, et après il fait porter la responsabilité sur les quartiers et les jeunes. C'est vrai pour les émeutes comme pour les règlements de compte. Ce n'est plus possible ! »  
Vaucluse

« On doit sans cesse évaluer nos actions et prouver que ça a un impact malgré le peu de moyens. Et dès qu'il y a une émeute, tout le monde nous tombe dessus sur le mode « vous voyez bien que ça ne sert à rien ! » C'est désespérant. »  
Nantes

« Les émeutes sont-elles vraiment un sujet politique de la ville ? On a très peu de leviers pour agir sur le racisme et les violences policières. On n'a pas d'échange avec la police et la justice. » Thiais-Orly

« Le budget politique de la ville, c'est l'équivalent de trois ronds-points. Ce n'est pas avec ça qu'on va pouvoir résoudre tous les problèmes ! » Nantes

« Du fait de son rôle d'ensemblier, on fait porter sur la politique de la ville la faillite de toutes les autres politiques publiques dans les quartiers populaires. »  
Vaucluse

DÉBATS · ÉMEUTES APRÈS LA MORT DE NAHEL M.

### **Emeutes urbaines : « Ce qu'elles révèlent, ce n'est pas tant l'échec de la politique de la ville que celui de toutes les politiques publiques »**

—  
TRIBUNE

**Renaud Epstein**  
Sociologue

Les crédits de la politique de la ville ont toujours été limités et ne compensent pas l'inégale allocation des budgets affectés au logement, à l'emploi, à la santé ou à la sécurité, qui s'opère au détriment des quartiers défavorisés, rappelle le sociologue Renaud Epstein, dans une tribune au « Monde ».

Publié le 06 juillet 2023 à 06h30, modifié le 07 juillet 2023 à 10h52 | 🕒 Lecture 4 min.

 Offrir l'article 

 Article réservé aux abonnés

**D**epuis le début des années 1980, les vagues émeutières embrasant les quartiers populaires s'accompagnent de controverses interprétatives enflammées dans les médias. Les explications proposées ont varié au fil du temps, mais un argument traverse les décennies qui semble faire consensus chez tous les commentateurs : l'émeute marquerait l'échec de la politique de la ville. La politique ainsi mise en cause a pourtant connu d'importantes évolutions au cours des quarante dernières années, le plus souvent à la suite d'épisodes émeutiers. Si échec de la politique de la ville il y a, ce n'est pas la même politique qui a échoué au début des années 1990, en 2005 ou aujourd'hui.

# 6/ UNE POLITIQUE AUSSI MARGINALISÉE QUE LES QUARTIERS DONT ELLE EST LE PORTE-VOIX

## La difficulté à faire entendre les difficultés des quartiers

« On est plein à être engagés pour le sort des habitants des QPV. Mais dès qu'on sort du DSU, on se prend un mur ! » Val de Marne

« Pour les élus politique de la ville, c'est souvent très difficile de conscientiser leurs collègues. Y compris au sein de leur majorité » Mayotte

## La voix des quartiers est politiquement inaudible

« Le problème vient aussi des acteurs extérieurs aux quartiers. Le reste de la ville rejette les quartiers. » Eure

« On en revient à la question du racisme : les quartiers prioritaires sont vus comme des territoires étrangers. » Strasbourg



The image shows a screenshot of a news article from Le Monde. At the top, the Le Monde logo is visible on the left, and 'N. Rio' is on the right. Below the logo is a photograph of four people in an outdoor setting, possibly a street or a public space. The article title is 'Après les émeutes urbaines, l'amertume des animateurs jeunesse des quartiers'. Below the title, it says 'Par Iris Derœux'. The publication date is 'Publié le 16 juillet 2023 à 05h45 (replication de l'article du 13 juillet 2023 à 17h23)'. Below that, it says 'Lecture 5 min.'. There is a small icon of a book and the text 'Article réservé aux abonnés'. At the bottom, there is a section titled 'DÉCRYPTAGE | Avec les grandes vacances, ces professionnels de terrain sont en première ligne pour écouter la colère des jeunes après la mort de Nahel M. et maintenir le calme. Mais ils ont le sentiment de n'être sollicités que pour « éteindre les incendies », sans soutien pour faire face à la crise sociale qu'ils perçoivent.'

# Implications pour le contrat de ville CE QU'ON PEUT RETENIR DES ÉMEUTES



Y aura-t-il un avant / après les émeutes de juin 2023 pour la politique de la ville ? C'est encore trop tôt pour le dire. Nous proposons ici quelques pistes, en relisant les éléments des trois premiers ateliers à l'aune des émeutes.

Face à la crainte du *statu quo* et à la tentation de tout réinventer, c'est davantage vers un retour aux fondamentaux que s'oriente la réflexion. Les retours terrain exposés ci-dessus invitent selon nous à mettre la question de l'(in)égalité et du (non)respect des droits au cœur de la prochaine contractualisation. En considérant les contrats de ville comme un outil de mise en cohérence à destination des pouvoirs publics pour atténuer le décalage entre les droits énoncés en théorie et la situation observée dans les QPV.

# LE RISQUE DE CONTRATS DE VILLE À CÔTÉ DE LA PLAQUE

Lors des ateliers précédents, plusieurs professionnels avaient alerté sur une lecture trop restrictive de la politique de ville, source de son impuissance. Pour répondre aux émeutes, les contrats de ville doivent élargir leur champ de vision.

On ne peut **pas réduire la politique de la ville au soutien à la vie associative**, alors que les responsabilités reposent sur d'autres acteurs.

On ne peut **pas réduire la politique de la ville aux quartiers populaires**, alors que l'impératif d'égalité républicaine concerne la société dans son ensemble.

C'est pour cela que les actions mises en place en réponse aux émeutes urbaines ont été regroupées sous le nom de « politique de la ville ». Rappelons que la création du « ministère de la ville » en 1990 intervient aux lendemains des émeutes de Vaulx-en-Velin.



*Le choc politique des émeutes de Vaulx-en-Velin en octobre 1990*

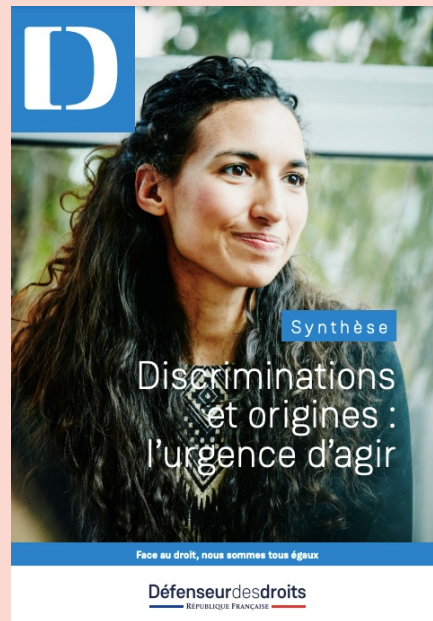
# RECENTRER L'OBJECTIF : LE RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX

« Je vois le contrat de ville comme une garantie des droits fondamentaux pour les habitants des quartiers. **Notre mission, c'est de rendre ces droits effectifs.** » affirmait une cheffe de projet DSU lors du premier atelier décontracté. Les émeutes aident à prendre la mesure de l'enjeu. Et du chemin qui reste à parcourir...

Si la mort de Nahel M. a suscité de telles émeutes, c'est qu'elle résonne avec les discriminations dont sont victimes au quotidien les personnes pauvres et racisées. Et qu'elle touche au droit le plus fondamental de chaque citoyen, censé être garanti par les pouvoirs publics : le droit de vivre en sécurité.

Les émeutes interrogent la notion de « **zones de non-droit** », en retournant l'accusation qui pèse sur les QPV pour mieux réaffirmer **l'impératif d'égalité des droits**. Elles montrent que le sujet de « l'accès au droit » ne se limite pas aux politiques sociales, mais concerne aussi les politiques régaliennes (à commencer par la police et la justice).

Cet accent sur le non-respect des droits fondamentaux du fait des discriminations invite notamment à renforcer l'alliance entre la politique de la ville et le Défenseur des droits.



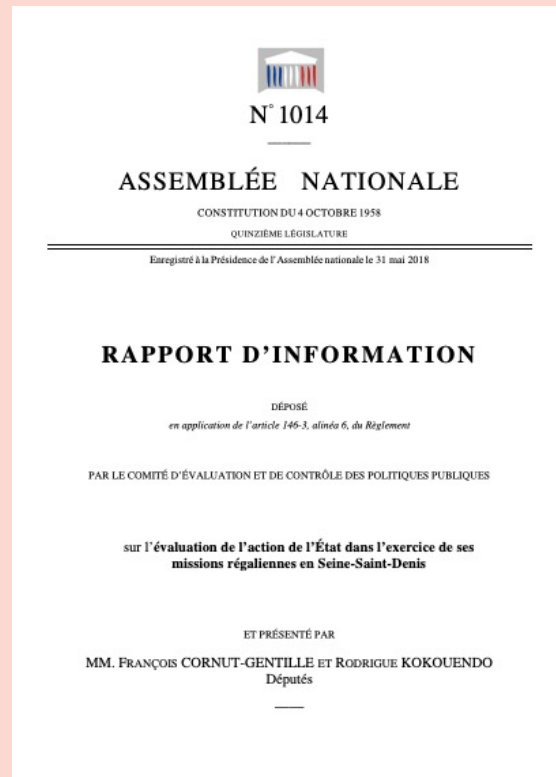
*Publié aux lendemains du Covid, le rapport du Défenseur des droits souligne l'ampleur des discriminations et leur faible prise en compte par l'action publique.*

# PRÉCISER LE PROBLÈME : LES DÉFAILLANCES DE L'ACTION PUBLIQUE DANS LES QPV

Tirons le fil de cette hypothèse selon laquelle on a besoin des contrats de ville pour « rendre effectifs les droits fondamentaux pour tous les habitants ». Car ce recentrage n'est pas sans conséquences...

**Ce qu'il faut évaluer**, ce n'est plus seulement les projets associatifs financés par le BOP 143 mais l'ensemble des politiques publiques pour objectiver **l'écart qui existe dans les QPV entre les droits affichés et leur mise en pratique**. C'est justement ce qu'avaient fait les députés Cornut-Gentille et Kokouendo avec leur « *évaluation de l'action de l'Etat dans l'exercice de ses missions régaliennes en Seine-Saint-Denis* ». Loin de la discrimination positive territoriale affichée, le rapport pointait chiffres à l'appui l'inégalité républicaine vécue en Seine-Saint-Denis.

**Ce qu'il faut afficher** dans les contrats de ville, ce sont **des engagements opposables** pris par chaque administration pour mettre fin aux inégalités de droits. En assumant que la géographie « politique de la ville » est aussi et avant tout celle des défaillances de l'action publique. Pour éviter un nouvel embrasement des quartiers populaires, il est nécessaire d'entendre le sentiment d'abandon et d'humiliation exprimé lors des émeutes.



## **Prochain atelier décontracté**

Ouvert à tous les chefs de projet DSU et délégués du préfet  
+ aux agents en charge des stratégies locales d'adaptation

# ***LES QUARTIERS À 50°C***

## **Quelle alliance entre politique de la ville et adaptation au changement climatique ?**

Après deux étés caniculaires, l'adaptation au changement climatique doit devenir une priorité pour l'action publique locale. Dans les quartiers populaires, le problème est accentué par la précarité des habitants et la difficulté d'accès aux espaces de fraîcheurs. Peut-on faire des QPV la géographie prioritaire des stratégies d'adaptation au dérèglement climatique ? La politique de la ville peut-elle aider à intégrer la question des inégalités et des discriminations dans les politiques de transition ? Comment combiner transformations de long terme et urgence des besoins ?

Pour s'inscrire >>> <https://forms.gle/wUgpwBpMLddNYVxt5>

**17 octobre 2023**  
**de 14h à 16h**  
**en visio**



# LE PROGRAMME NOUVEAUX ACCORDS



## **Penser l'avenir des contrats de ville à partir du terrain**

Des temps d'échange entre les chevilles ouvrières du contrat de ville que vous êtes pour croiser les expériences de terrain et prendre un peu de recul. Notre terrain, c'est votre quotidien !

## **Dans le cadre d'un partenariat entre la 27e Région et l'ANCT**

Un an de recherche-action qui se déploie dans trois territoires (Aix Marseille Provence Métropole, Communauté Urbaine de Dunkerque et Vitry-le-François), en lien avec les centres ressources et l'IRDSU pour tester les marges d'évolutions du contrat :

<https://www.la27eregion.fr/nouveaux-accords/> ;

**Regarder l'objet contrat avec un œil neuf pour en interroger la fonction et le potentiel**  
au lieu de s'enfermer dans les contraintes de calendrier et de procédures

**Pour télécharger la synthèse des autres ateliers :**

<https://nouveauxaccords.la27eregion.fr/communaute/>

**Si vous avez des questions, vous pouvez nous écrire à :**

[manon.loisel@partieprenante.com](mailto:manon.loisel@partieprenante.com)

[mleeroy@la27eregion.fr](mailto:mleeroy@la27eregion.fr)

**Pour en savoir plus sur le programme Nouveaux Accords, c'est par là :**

<https://www.la27eregion.fr/nouveaux-accords/>

A bientôt !

**NOUVEAUX ACCORDS**

*Expérimenter le futur des contrats de ville*

